Protocole de 1992 modifiant la Convention internationale de 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures

Conclu à Londres le 27 novembre 1992
Approuvé par l'Assemblée fédérale le 11 décembre 1995¹
Instrument d'adhésion déposé par la Suisse le 4 juillet 1996
Entré en vigueur pour la Suisse le 4 juillet 1997²
(État le 29 janvier 2024)

Les Parties au présent Protocole,

ayant examiné la Convention internationale de 1969² sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures et le Protocole de 1984 y relatif, ayant noté que le Protocole de 1984 à cette convention qui en élargit la portée et offre une indemnisation accrue n'est pas encore entré en vigueur,

affirmant qu'il importe de préserver la viabilité du système international de responsabilité et d'indemnisation pour la pollution par les hydrocarbures,

conscientes de la nécessité d'assurer dès que possible l'entrée en vigueur du contenu du Protocole de 1984,

reconnaissant que des dispositions spéciales sont nécessaires pour l'introduction d'amendements correspondant à la Convention internationale de 1971³ portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures,

sont convenues des dispositions suivantes:

Art. 1

La Convention qui est modifiée par les dispositions du présent Protocole est la Convention internationale de 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, ci-après dénommée la «Convention de 1969 sur la responsabilité». Pour les États parties au Protocole de 1976⁴ de la Convention de 1969 sur la responsabilité, cette expression désigne la Convention de 1969 sur la responsabilité, telle que modifiée par ce protocole.

RO 1998 1031; FF 1995 IV 233

¹ Art. 1 al. 1 let. c de l'AF du 11 déc. 1995 (RO 1998 1015).

² RS 0.814.291

³ [RO 1998 1046. RO 1999 740]

⁴ [RO 1988 1464. RO 1999 740]

Art. 2

L'art. I de la Convention de 1969 sur la responsabilité est modifié comme suit:⁵

1. Le par. 1 est remplacé par le texte ci-après:

1. «Navire» signifie tout bâtiment de mer ou engin marin, quel qu'il soit, construit ou adapté pour le transport des hydrocarbures en vrac en tant que cargaison, à condition qu'un navire capable de transporter des hydrocarbures et d'autres cargaisons ne soit considéré comme un navire que lorsqu'il transporte effectivement des hydrocarbures en vrac en tant que cargaison et pendant tout voyage faisant suite à un tel transport, à moins qu'il ne soit établi qu'il ne reste à bord aucun résidu de ce transport d'hydrocarbures en vrac.

2. Le par. 5 est remplacé par le texte ci-après:

5. «Hydrocarbures» signifie tous les hydrocarbures minéraux persistants, notamment le pétrole brut, le fuel-oil, l'huile diesel lourde et l'huile de graissage, qu'ils soient transportés à bord d'un navire en tant que cargaison ou dans les soutes de ce navire.

3. Le par. 6 est remplacé par le texte ci-après:

6. «Dommage par pollution» signifie:

- a) le préjudice ou le dommage causé à l'extérieur du navire par une contamination survenue à la suite d'une fuite ou d'un rejet d'hydrocarbures du navire, où que cette fuite ou ce rejet se produise, étant entendu que les indemnités versées au titre de l'altération de l'environnement autres que le manque à gagner dû à cette altération seront limitées au coût des mesures raisonnables de remise en état qui ont été effectivement prises ou qui le seront;
- b) le coût des mesures de sauvegarde et les autres préjudices ou dommages causés par ces mesures.

4. Le par. 8 est remplacé par le texte ci-après:

8. «Événement» signifie tout fait ou tout ensemble de faits ayant la même origine et dont résulte une pollution ou qui constitue une menace grave et imminente de pollution.

5. Le par. 9 est remplacé par le texte ci-après:

9. «Organisation» signifie l'Organisation maritime internationale.

6. Après le par. 9, un nouveau paragraphe est inséré comme suit:

10. «Convention de 1969 sur la responsabilité» signifie la Convention internationale de 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures. Pour les États parties au Protocole de 1976 de cette convention, l'expression désigne la Convention de 1969 sur la responsabilité, telle que modifiée par ce protocole.

⁵ Les modifications mentionnées aux art. 2 à 10 sont aussi insérées dans ladite convention.

Art. 3

L'art. II de la Convention de 1969 sur la responsabilité est remplacé par le texte ci-après:

La présente Convention s'applique exclusivement:

- a) aux dommages de pollution survenus:
 - i) sur le territoire, y compris la mer territoriale, d'un État contractant, et
 - ii) dans la zone économique exclusive d'un État contractant établie conformément au droit international ou, si un État contractant n'a pas établi cette zone, dans une zone située au-delà de la mer territoriale de cet État et adjacente à celle-ci, déterminée par cet État conformément au droit international et ne s'étendant pas au-delà de 200 miles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale;
- b) aux mesures de sauvegarde, où qu'elles soient prises, destinées à éviter ou à réduire de tels dommages.

Art. 4

L'art. III de la Convention de 1969 sur la responsabilité est modifié comme suit:

1. Le par. 1 est remplacé par le texte ci-après:

1. Le propriétaire du navire au moment d'un événement ou, si l'événement consiste en une succession de faits, au moment du premier de ces faits, est responsable de tout dommage par pollution causé par le navire et résultant de l'événement, sauf dans les cas prévus aux par. 2 et 3 du présent article.

2. Le par. 4 est remplacé par le texte ci-après:

4. Aucune demande de réparation de dommage par pollution ne peut être formée contre le propriétaire autrement que sur la base de la présente Convention. Sous réserve du par. 5 du présent article, aucune demande de réparation de dommage par pollution, qu'elle soit ou non fondée sur la présente Convention, ne peut être introduite contre:

- a) les préposés ou mandataires du propriétaire ou les membres de l'équipage;
- b) le pilote ou toute autre personne qui, sans être membre de l'équipage, s'acquitte de services pour le navire;
- c) tout affréteur (sous quelque appellation que ce soit, y compris un affréteur coque nue) amateur ou amateur-gérant du navire;
- d) toute personne accomplissant des opérations de sauvetage avec l'accord du propriétaire ou sur les instructions d'une autorité publique compétente;
- e) toute personne prenant des mesures de sauvegarde;
- f) tous préposés ou mandataires des personnes mentionnées aux al. c), d) et e);

à moins que le dommage ne résulte de leur fait ou de leur omission personnels, commis avec l'intention de provoquer un tel dommage, ou commis témérairement et avec conscience qu'un tel dommage en résulterait probablement.

Art. 5

L'art. IV de la Convention de 1969 sur la responsabilité est remplacé par le texte ci-après:

Lorsqu'un événement met en cause plus d'un navire et qu'un dommage par pollution en résulte, les propriétaires de tous les navires en cause sont, sous réserve des exemptions prévues à l'art. III, conjointement et solidairement responsables pour la totalité du dommage qui n'est pas raisonnablement divisible.

Art. 6

L'art. V de la Convention de 1969 sur la responsabilité est modifié comme suit:

1. Le par. 1 est remplacé par le texte ci-après:⁶

1. Le propriétaire d'un navire est en droit de limiter sa responsabilité aux termes de la présente Convention à un montant total par événement calculé comme suit:

- a) 4 510 000 unités de compte pour un navire dont la jauge ne dépasse pas 5000 unités;
- b) pour un navire dont la jauge dépasse ce nombre d'unités, pour chaque unité de jauge supplémentaire, 631 unités de compte en sus du montant mentionné à l'al. a);

étant entendu toutefois que le montant total ne pourra en aucun cas excéder 89 770 000 d'unités de compte.

2. Le par. 2 est remplacé par le texte ci-après:

2. Le propriétaire n'est pas en droit de limiter sa responsabilité aux termes de la présente Convention s'il est prouvé que le dommage par pollution résulte de son fait ou de son omission personnels, commis avec l'intention de provoquer un tel dommage, ou commis témérairement et avec conscience qu'un tel dommage en résulterait probablement.

3. Le par. 3 est remplacé par le texte ci-après:

3. Pour bénéficier de la limitation prévue au paragraphe 1 du présent article, le propriétaire doit constituer un fonds s'élevant à la limite de sa responsabilité auprès du tribunal ou de toute autre autorité compétente de l'un quelconque des États contractants où une action est engagée en vertu de l'art. IX ou, à défaut d'une telle action, auprès d'un tribunal ou de toute autre autorité compétente de l'un quelconque des États contractants où une action peut être engagée en vertu de l'art. IX. Le fonds peut être constitué soit par le dépôt de la somme, soit par la présentation d'une garantie

⁶ Nouvelle teneur selon les amendements adoptés par le Comité juridique le 18 oct. 2000 et entrés en vigueur le 1^{er} nov. 2003 (RO 2007 3347).

bancaire ou de toute autre garantie acceptable admise par la législation de l'État contractant dans lequel le fonds est constitué, et jugée satisfaisante par le tribunal ou toute autre autorité compétente.

4. *Le par. 9 est remplacé par le texte ci-après:*

9. a) L'«unité de compte» visée au par. 1 du présent article est le droit de tirage spécial tel qu'il est défini par le Fonds monétaire international. Les montants mentionnés au par. 1 sont convertis en monnaie nationale suivant la valeur de cette monnaie par rapport au droit de tirage spécial à la date de la constitution du fonds visé au par. 3. La valeur, en droits de tirage spéciaux, de la monnaie nationale d'un État contractant qui est membre du Fonds monétaire international est calculée selon la méthode d'évaluation appliquée par le Fonds monétaire international à la date en question pour ses propres opérations et transactions. La valeur, en droits de tirage spéciaux, de la monnaie nationale d'un État contractant qui n'est pas membre du Fonds monétaire international est calculée de la façon déterminée par cet État.
- b) Toutefois, un État contractant qui n'est pas membre du Fonds monétaire international et dont la législation ne permet pas d'appliquer les dispositions du par. 9 a) peut, au moment de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation de la présente Convention ou de l'adhésion à celle-ci ou encore à tout moment par la suite, déclarer que l'unité de compte visée au par. 9 a) est égale à 15 francs-or. Le franc-or visé dans le présent paragraphe correspond à 65 milligrammes et demi d'or au titre de neuf cents millièmes de fin. La conversion du franc-or en monnaie nationale s'effectue conformément à la législation de l'État en cause.
- c) Le calcul mentionné à la dernière phrase du par. 9 a) et la conversion mentionnée au par. 9 b) sont faits de façon à exprimer en monnaie nationale de l'État contractant la même valeur réelle, dans la mesure du possible, pour les montants prévus au par. 1 que celle qui découlerait de l'application des trois premières phrases du par. 9 a). Les États contractants communiquent au dépositaire leur méthode de calcul conformément au par. 9 a) ou les résultats de la conversion conformément au par. 9 b), selon le cas, lors du dépôt de leur instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de la présente Convention ou d'adhésion à celle-ci et chaque fois qu'un changement se produit dans cette méthode de calcul ou dans ces résultats.

5. *Le par. 10 est remplacé par le texte ci-après:*

10. Aux fins du présent article, la jauge du navire est la jauge brute calculée conformément aux règles de jaugeage prévues à l'Annexe I de la Convention internationale de 1969 sur le jaugeage des navires.

6. *La deuxième phrase du par. 11 est remplacée par le texte ci-après:*

Un tel fonds peut être constitué même lorsque, en vertu des dispositions du par. 2, le propriétaire n'est pas en droit de limiter sa responsabilité, mais la constitution ne porte pas atteinte, dans ce cas, aux droits qu'ont les victimes vis-à-vis du propriétaire.

Art. 7

L'art. VII de la Convention de 1969 sur la responsabilité est modifié comme suit:

1. Les deux premières phrases du par. 2 sont remplacées par le texte ci-après:

Un certificat attestant qu'une assurance ou autre garantie financière est en cours de validité conformément aux dispositions de la présente Convention est délivré à chaque navire après que l'autorité compétente de l'État contractant s'est assurée que le navire satisfait aux prescriptions du par. 1. Lorsqu'il s'agit d'un navire immatriculé dans un État contractant, ce certificat est délivré ou visé par l'autorité compétente de l'État d'immatriculation du navire; lorsqu'il s'agit d'un navire non immatriculé dans un État contractant, le certificat peut être délivré ou visé par l'autorité compétente de tout État contractant.

2. Le par. 4 est remplacé par le texte ci-après:

4. Le certificat doit se trouver à bord du navire et une copie doit en être déposée auprès de l'autorité qui tient le registre d'immatriculation du navire ou, si le navire n'est pas immatriculé dans un État contractant, auprès de l'autorité de l'État qui a délivré ou visé le certificat.

3. La première phrase du par. 7 est remplacée par le texte ci-après:

Les certificats délivrés ou visés sous la responsabilité d'un État contractant en application du par. 2 sont reconnus par d'autres États contractants à toutes les fins de la présente Convention et sont considérés par eux comme ayant la même valeur que les certificats délivrés et visés par eux-mêmes, même lorsqu'il s'agit d'un navire qui n'est pas immatriculé dans un État contractant.

4. Dans la deuxième phrase du par. 7, les mots «à l'État d'immatriculation» sont remplacés par les mots «à l'État qui a délivré ou visé le certificat».

5. La deuxième phrase du par. 8 est remplacée par le texte ci-après:

Dans un tel cas, le défendeur peut, même lorsque le propriétaire n'est pas en droit de limiter sa responsabilité conformément à l'art. V, par. 2, se prévaloir des limites de responsabilité prévues à l'art. V, par. 1.

Art. 8

L'art. IX de la Convention de 1969 sur la responsabilité est modifié comme suit:

Le par. 1 est remplacé par le texte ci-après:

1. Lorsqu'un événement a causé un dommage par pollution sur le territoire, y compris la mer territoriale, ou dans une zone telle que définie à l'art. II, d'un ou de plusieurs États contractants, ou que des mesures de sauvegarde ont été prises pour prévenir ou atténuer tout dommage par pollution sur ce territoire, y compris la mer territoriale, ou dans une telle zone, il ne peut être présenté de demande d'indemnisation que devant les tribunaux de ce ou de ces États contractants. Avis doit être donné au défendeur, dans un délai raisonnable, de l'introduction de telles demandes.

Art. 9

Après l'art. XII de la Convention de 1969 sur la responsabilité, deux nouveaux articles sont insérés comme suit:

Art. XII^{bis} Dispositions transitoires

Les dispositions transitoires suivantes s'appliquent dans le cas d'un État qui, à la date d'un événement, est Partie à la fois à la présente Convention et à la Convention de 1969 sur la responsabilité:

- a) lorsqu'un événement a causé des dommages par pollution relevant du champ d'application de la présente Convention, la responsabilité régie par celle-ci est considérée comme assumée au cas et dans la mesure où elle est également régie par la Convention de 1969 sur la responsabilité;
- b) lorsqu'un événement a causé des dommages par pollution relevant du champ d'application de la présente Convention et que l'État est Partie à la présente Convention et à la Convention internationale de 1971 portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, la responsabilité qui reste à assumer après application des dispositions du par. a) du présent article n'est régie par la présente Convention que dans la mesure où les dommages par pollution n'ont pas été pleinement réparés après application des dispositions de ladite Convention de 1971;
- c) aux fins de l'application de l'art. III, par. 4, de la présente Convention, les termes «la présente Convention» sont interprétés comme se référant à la présente Convention ou à la Convention de 1969 sur la responsabilité, selon le cas;
- d) aux fins de l'application de l'art. V, par. 3, de la présente Convention, le montant total du fonds à constituer est réduit du montant pour lequel la responsabilité est considérée comme assumée conformément au par. a) du présent article.

Art. XII^{ter} Clauses finales

Les clauses finales de la présente Convention sont les art. 12 à 18 du Protocole de 1992 modifiant la Convention de 1969 sur la responsabilité. Dans la présente Convention, les références aux États contractants sont considérées comme des références aux États contractants à ce protocole.

Art. 10

Le modèle de certificat joint en annexe à la Convention de 1969 sur la responsabilité est remplacé par le modèle joint en annexe au présent Protocole.

Art. 11

1. La Convention de 1969 sur la responsabilité et le présent Protocole sont, entre les Parties au présent Protocole, considérés et interprétés comme formant un seul instrument.
2. Les art. I à XII^{ter}, y compris le modèle de certificat, de la Convention de 1969 sur la responsabilité, telle que modifiée par le présent Protocole, sont désignés sous le nom de «Convention internationale de 1992 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures» («Convention de 1992 sur la responsabilité»).

Clauses finales**Art. 12** Signature, ratification, acceptation, approbation et adhésion

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature de tous les États à Londres, du 15 janvier 1993 au 14 janvier 1994.
2. Sous réserve des dispositions du par. 4, tout État peut devenir Partie au présent Protocole par:
 - a) signature sous réserve de ratification, acceptation ou approbation suivie de ratification, acceptation ou approbation, ou
 - b) adhésion.
3. La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion s'effectuent par le dépôt d'un instrument en bonne et due forme à cet effet auprès du Secrétaire général de l'Organisation.
4. Tout État contractant à la Convention internationale de 1971 portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, ci-après dénommée la «Convention de 1971 portant création du Fonds», ne peut ratifier, accepter ou approuver le présent Protocole ou y adhérer que s'il ratifie, accepte ou approuve en même temps le Protocole de 1992 modifiant cette convention ou s'il y adhère, à moins qu'il dénonce la Convention de 1971 portant création du Fonds, avec effet à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole pour cet État.
5. Un État qui est Partie au présent Protocole mais n'est pas Partie à la Convention de 1969 sur la responsabilité est lié par les dispositions de la Convention de 1969 sur la responsabilité, telle que modifiée par le présent Protocole, à l'égard des autres États parties au Protocole, mais n'est pas lié par les dispositions de la Convention de 1969 sur la responsabilité à l'égard des États parties à cette convention.
6. Tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, déposé après l'entrée en vigueur d'un amendement à la Convention de 1969 sur la responsabilité, telle que modifiée par le présent Protocole, est réputé s'appliquer à la Convention ainsi modifiée et telle que modifiée par ledit amendement.

Art. 13 Entrée en vigueur

1. Le présent Protocole entre en vigueur douze mois après la date à laquelle dix États, y compris quatre États possédant chacun au moins un million d'unités de jauge brute de navires-citernes, ont déposé un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation.
2. Toutefois, tout État contractant à la Convention de 1971 portant création du Fonds peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion relatif au présent Protocole, déclarer que cet instrument est réputé sans effet aux fins du présent article jusqu'à l'expiration du délai de six mois prévu à l'art. 31 du Protocole de 1992 modifiant la Convention de 1971 portant création du Fonds. Un État qui n'est pas un État contractant à la Convention de 1971 portant création du Fonds mais qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion relatif au Protocole de 1992 modifiant la Convention de 1971 portant création du Fonds, peut également faire en même temps une déclaration conformément au présent paragraphe.
3. Tout État qui a fait une déclaration conformément au paragraphe précédent peut la retirer à tout moment au moyen d'une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation. Tout retrait ainsi effectué prend effet à la date de la réception de la notification, à condition que cet État soit considéré comme ayant déposé à cette date son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion relatif au présent Protocole.
4. Pour tout État qui le ratifie, l'accepte, l'approuve ou y adhère après que les conditions d'entrée en vigueur prévues au par. 1 ont été remplies, le présent Protocole entre en vigueur douze mois après la date du dépôt par cet État de l'instrument approprié.

Art. 14 Révision et modification

1. L'Organisation peut convoquer une conférence ayant pour objet de réviser ou de modifier la Convention de 1992 sur la responsabilité.
2. L'Organisation convoque une conférence des États contractants ayant pour objet de réviser ou de modifier la Convention de 1992 sur la responsabilité à la demande du tiers au moins des États contractants.

Art. 15 Modification des limites de responsabilité

1. À la demande d'un quart au moins des États contractants, toute proposition visant à modifier les limites de responsabilité prévues à l'art. V, par. 1, de la Convention de 1969 sur la responsabilité, telle que modifiée par le présent Protocole, est diffusée par le Secrétaire général à tous les Membres de l'Organisation et à tous les États contractants.
2. Tout amendement proposé et diffusé suivant la procédure ci-dessus est soumis au Comité juridique de l'Organisation pour qu'il l'examine six mois au moins après la date à laquelle il a été diffusé.

3. Tous les États contractants à la Convention de 1969 sur la responsabilité, telle que modifiée par le présent Protocole, qu'ils soient ou non Membres de l'Organisation, sont autorisés à participer aux délibérations du Comité juridique en vue d'examiner et d'adopter les amendements.
4. Les amendements sont adoptés à la majorité des deux tiers des États contractants présents et votant au sein du Comité juridique, élargi conformément au par. 3, à condition que la moitié au moins des États contractants soient présents au moment du vote.
5. Lorsqu'il se prononce sur une proposition visant à modifier les limites, le Comité juridique tient compte de l'expérience acquise en matière d'événements et, en particulier, du montant des dommages en résultant, des fluctuations de la valeur des monnaies et de l'incidence de l'amendement proposé sur le coût des assurances. Il tient également compte des rapports qui existent entre les limites prévues à l'art. V, par. 1, de la Convention de 1969 sur la responsabilité, telle que modifiée par le présent Protocole, et les limites prévues à l'art. 4, par. 4, de la Convention internationale de 1992 portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures.
6. a) Aucun amendement visant à modifier les limites de responsabilité en vertu du présent article ne peut être examiné avant le 15 janvier 1998 ou avant l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur d'un amendement antérieur adopté en vertu du présent article. Aucun amendement prévu en vertu du présent article ne peut être examiné avant l'entrée en vigueur du présent Protocole.
b) Aucune limite ne peut être relevée au point de dépasser un montant correspondant à la limite fixée dans la Convention de 1969 sur la responsabilité, telle que modifiée par le présent Protocole, majorée de 6 % par an, en intérêt composé, à compter du 15 janvier 1993.
c) Aucune limite ne peut être relevée au point de dépasser un montant correspondant au triple de la limite fixée dans la Convention de 1969 sur la responsabilité, telle que modifiée par le présent Protocole.
7. Tout amendement adopté conformément au par. 4 du présent article est notifié par l'Organisation à tous les États contractants. L'amendement est réputé avoir été accepté à l'expiration d'un délai de dix-huit mois après la date de sa notification, à moins que, durant cette période, un quart au moins des États contractants au moment de l'adoption de l'amendement par le Comité juridique ne fassent savoir à l'Organisation qu'ils ne l'acceptent pas, auquel cas l'amendement est rejeté et n'a pas d'effet.
8. Un amendement réputé avoir été accepté conformément au par. 7 entre en vigueur dix-huit mois après son acceptation.
9. Tous les États contractants sont liés par l'amendement, à moins qu'ils ne dénoncent le présent Protocole conformément à l'art. 16, par. 1 et 2, six mois au moins avant l'entrée en vigueur de cet amendement. Cette dénonciation prend effet lorsque ledit amendement entre en vigueur.

10. Lorsqu'un amendement a été adopté par le Comité juridique mais que le délai d'acceptation de dix-huit mois n'a pas encore expiré, tout État devenant État contractant durant cette période est lié par ledit amendement si celui-ci entre en vigueur. Un État qui devient État contractant après expiration de ce délai est lié par tout amendement qui a été accepté conformément au par. 7. Dans les cas visés par le présent paragraphe, un État est lié par un amendement à compter de la date d'entrée en vigueur de l'amendement ou de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole pour cet État, si cette dernière date est postérieure.

Art. 16 Dénonciation

1. Le présent Protocole peut être dénoncé par l'une quelconque des Parties à tout moment à compter de la date à laquelle il entre en vigueur à l'égard de cette Partie.
2. La dénonciation s'effectue par le dépôt d'un instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation.
3. La dénonciation prend effet douze mois après la date du dépôt de l'instrument de dénonciation auprès du Secrétaire général de l'Organisation ou à l'expiration de toute période plus longue qui pourrait être spécifiée dans cet instrument.
4. Entre les Parties au présent Protocole, la dénonciation par l'une quelconque d'entre elles de la Convention de 1969 sur la responsabilité en vertu de l'art. XVI de ladite convention n'est en aucun cas interprétée comme une dénonciation de la Convention de 1969 sur la responsabilité, telle que modifiée par le présent Protocole.
5. La dénonciation du Protocole de 1992 modifiant la Convention de 1971 portant création du Fonds par un État qui reste Partie à la Convention de 1971 portant création du Fonds est considérée comme une dénonciation du présent Protocole. Cette dénonciation prend effet à la date à laquelle la dénonciation du Protocole de 1992 modifiant la Convention de 1971 portant création du Fonds prend effet conformément à l'art. 34 de ce protocole.

Art. 17 Dépositaire

1. Le présent Protocole et tous les amendements acceptés en vertu de l'art. 15 sont déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation.
2. Le Secrétaire général de l'Organisation:
 - a) informe tous les États qui ont signé le présent Protocole ou y ont adhéré:
 - i) de toute signature nouvelle ou de tout dépôt d'instrument nouveau, et de la date à laquelle cette signature ou ce dépôt sont intervenus;
 - ii) de toute déclaration et notification effectuées en vertu de l'art. 13 et de toute déclaration et communication effectuées en vertu de l'art. V, par. 9, de la Convention de 1992 sur la responsabilité;
 - iii) de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole;
 - iv) de toute proposition visant à modifier les limites de responsabilité, qui a été présentée conformément à l'art. 15, par. 1;
 - v) de tout amendement qui a été adopté conformément à l'art. 15, par. 4;

- vi) de tout amendement qui est réputé avoir été accepté en vertu de l'art. 15, par. 7, ainsi que de la date à laquelle l'amendement entre en vigueur, conformément aux par. 8 et 9 de cet article;
 - vii) du dépôt de tout instrument de dénonciation du présent Protocole, ainsi que de la date à laquelle ce dépôt est intervenu et de la date à laquelle la dénonciation prend effet;
 - viii) de toute dénonciation réputée avoir été effectuée en vertu de l'art. 16, par. 5;
 - ix) de toute communication prévue par l'un quelconque des articles du présent Protocole;
- b) transmet des copies certifiées conformes du présent Protocole à tous les États signataires et à tous les États qui y adhèrent.

3. Dès l'entrée en vigueur du présent Protocole, le Secrétaire général de l'Organisation en transmet le texte au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies en vue de son enregistrement et de sa publication conformément à l'Art. 102 de la Charte des Nations Unies⁷.

Art. 18 Langues

Le présent Protocole est établi en un seul exemplaire original en langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe, tous les textes faisant également foi.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

Fait à Londres, ce vingt-sept novembre mil neuf cent quatre-vingt-douze.

(Suivent les signatures)

Champ d'application le 29 janvier 2024⁸

Etats parties	Ratification Adhésion (A)	Entrée en vigueur
Afrique du Sud	1 ^{er} octobre 2004 A	1 ^{er} octobre 2005
Albanie	30 juin 2005 A	30 juin 2006
Algérie	11 juin 1998 A	11 juin 1999
Allemagne*	29 septembre 1994	30 mai 1996
Angola	4 octobre 2001 A	4 octobre 2002
Antigua-et-Barbuda	14 juin 2000 A	14 juin 2001
Arabie Saoudite	23 mai 2005 A	23 mai 2006
Argentine**	13 octobre 2000 A	13 octobre 2001
Australie	9 octobre 1995 A	9 octobre 1996
Azerbaïdjan	16 juillet 2004 A	16 juillet 2005
Bahamas	1 ^{er} avril 1997 A	1 ^{er} avril 1998
Bahreïn	3 mai 1996 A	3 mai 1997
Barbade	7 juillet 1998 A	7 juillet 1999
Belgique	6 octobre 1998 A	6 octobre 1999
Belize	27 novembre 1998 A	27 novembre 1999
Bénin	5 février 2010 A	5 février 2011
Brunéi	3 janvier 2002 A	3 janvier 2003
Bulgarie	28 novembre 2003 A	28 novembre 2004
Cambodge	8 juin 2001 A	8 juin 2002
Cameroun	15 octobre 2001 A	15 octobre 2002
Canada	29 mai 1998 A	29 mai 1999
Cap-Vert	4 juillet 2003 A	4 juillet 2004
Chili	29 mai 2002 A	29 mai 2003
Chine	5 janvier 1999 A	5 janvier 2000
Hong Kong	5 janvier 1999	5 janvier 2000
Macao	24 juin 2005	24 juin 2005
Chypre	12 mai 1997 A	12 mai 1998
Colombie	19 novembre 2001 A	19 novembre 2002
Comores	15 janvier 2000 A	15 janvier 2001
Congo (Brazzaville)	7 août 2002 A	7 août 2003
Corée (Nord)	13 juillet 2021 A	13 juillet 2022
Corée (Sud)*	7 mars 1997 A	16 mai 1998
Costa Rica	19 mai 2021 A	19 mai 2022
Côte d'Ivoire	8 juillet 2013 A	8 juillet 2014
Croatie	12 janvier 1998 A	12 janvier 1999
Danemark	30 mai 1995	30 mai 1996
Djibouti	8 janvier 2001 A	8 janvier 2002

⁸ RO 1998 1031; 2005 1673, 5011; 2008 27, 753; 2011 1607; 2014 555; 2017 3835; 2020 2823; 2024 49.

Une version du champ d'application mise à jour est publiée sur la plateforme de publication du droit fédéral «Fedlex» à l'adresse suivante:
www.fedlex.admin.ch/fr/treaty.

Etats parties	Ratification Adhésion (A)		Entrée en vigueur	
Dominique	31 août	2001 A	31 août	2002
Égypte	21 avril	1995 A	30 mai	1996
El Salvador	2 janvier	2002 A	2 janvier	2003
Émirats arabes unis	19 novembre	1997 A	19 novembre	1998
Équateur	11 décembre	2007 A	11 décembre	2008
Espagne	6 juillet	1995 A	6 juillet	1996
Estonie	6 août	2004 A	6 août	2005
Fidji	30 novembre	1999 A	30 novembre	2000
Finlande	24 novembre	1995	24 novembre	1996
France	29 septembre	1994	30 mai	1996
Gabon	31 mai	2002 A	31 mai	2003
Gambie	30 octobre	2019 A	30 octobre	2020
Géorgie	18 avril	2000 A	18 avril	2001
Ghana	3 février	2003 A	3 février	2004
Grèce**	9 octobre	1995	9 octobre	1996
Grenade	7 janvier	1998 A	7 janvier	1999
Guatemala	2 août	2016 A	2 août	2017
Guinée	2 octobre	2002 A	2 octobre	2003
Guinée-Bissau	12 mai	2022 A	12 mai	2023
Guyana	20 février	2019 A	20 février	2020
Honduras	26 juin	2019 A	26 juin	2020
Hongrie	30 mars	2007 A	30 mars	2008
Îles Marshall	16 octobre	1995 A	16 octobre	1996
Îles Salomon	30 juin	2004 A	30 juin	2005
Inde	15 novembre	1999 A	15 novembre	2000
Indonésie	6 juillet	1999 A	6 juillet	2000
Iran	24 octobre	2007 A	24 octobre	2008
Iraq	30 septembre	2021 A	30 septembre	2022
Irlande*	15 mai	1997 A	16 mai	1998
Islande	13 novembre	1998 A	13 novembre	1999
Israël	21 octobre	2004 A	21 octobre	2005
Italie	16 septembre	1999 A	16 septembre	2000
Jamaïque	6 juin	1997 A	6 juin	1998
Japon	24 août	1994 A	30 mai	1996
Jordanie	27 mai	2015 A	27 mai	2016
Kenya	2 février	2000 A	2 février	2001
Kiribati	5 février	2007 A	5 février	2008
Koweït	16 avril	2004 A	16 avril	2005
Lettonie	9 mars	1998 A	9 mars	1999
Liban	30 mars	2005 A	30 mars	2006
Libéria	5 octobre	1995 A	5 octobre	1996
Lituanie	27 juin	2000 A	27 juin	2001
Luxembourg	21 novembre	2005 A	21 novembre	2006
Madagascar	21 mai	2002 A	21 mai	2003
Malaisie	9 juin	2004 A	9 juin	2005

Etats parties	Ratification Adhésion (A)		Entrée en vigueur	
Maldives	20 mai	2005 A	20 mai	2006
Malte	6 janvier	2000 A	6 janvier	2001
Maroc	22 août	2000	22 août	2001
Maurice**	6 décembre	1999 A	6 décembre	2000
Mauritanie	4 mai	2012 A	4 mai	2013
Mexique	13 mai	1994 A	30 mai	1996
Moldova	11 octobre	2005 A	11 octobre	2006
Monaco	8 novembre	1996	8 novembre	1997
Mongolie	8 août	2008 A	8 août	2009
Monténégro	29 novembre	2011 A	29 novembre	2012
Mozambique	26 avril	2002 A	26 avril	2003
Myanmar	12 juillet	2016 A	12 juillet	2017
Namibie	18 décembre	2002 A	18 décembre	2003
Nauru	23 mars	2020 A	23 mars	2021
Nicaragua	4 avril	2014 A	4 avril	2015
Nigéria	24 mai	2002 A	24 mai	2003
Norvège	3 avril	1995	30 mai	1996
Nouvelle-Zélande ^a	25 juin	1998 A	25 juin	1999
Îles Cook	12 mars	2007 A	12 mars	2008
Nioué	27 juin	2012 A	27 juin	2013
Oman	8 juillet	1994 A	30 mai	1996
Pakistan	2 mars	2005 A	2 mars	2006
Palaos	29 septembre	2011 A	29 septembre	2012
Panama	18 mars	1999 A	18 mars	2000
Papouasie-Nouvelle-Guinée	23 janvier	2001 A	23 janvier	2002
Pays-Bas	15 novembre	1996 A	15 novembre	1997
Aruba	12 avril	2006	12 avril	2006
Curaçao	10 octobre	2010	10 octobre	2010
Partie caraïbe (Bonaire, Sint Eustatius et Saba)	10 octobre	2010	10 octobre	2010
Sint Maarten	10 octobre	2010	10 octobre	2010
Pérou	1 ^{er} septembre	2005 A	1 ^{er} septembre	2006
Philippines	7 juillet	1997 A	7 juillet	1998
Pologne	21 décembre	1999	21 décembre	2000
Portugal	13 novembre	2001 A	13 novembre	2002
Qatar	20 novembre	2001 A	20 novembre	2002
République dominicaine	24 juin	1999 A	24 juin	2000
Roumanie	27 novembre	2000 A	27 novembre	2001
Royaume-Uni*	29 septembre	1994 A	30 mai	1996
Akrotiri et Dhekelia	20 février	1998	20 février	1998
Anguilla	20 février	1998	20 février	1998
Bermudes	20 février	1998	20 février	1998
Gibraltar	15 mai	1998	15 mai	1998
Guernesey	20 février	1998	20 février	1998

Etats parties	Ratification Adhésion (A)		Entrée en vigueur	
Île de Man	29 septembre	1994	30 mai	1996
Îles Cayman	15 mai	1998	15 mai	1998
Îles Falkland et dépendances (Géorgie du Sud et îles Sandwich du Sud)	29 septembre	1994	30 mai	1996
Îles Pitcairn (Ducie, Oeno, Henderson et Pitcairn)	20 février	1998	20 février	1998
Îles Turques et Caïques	20 février	1998	20 février	1998
Îles Vierges britanniques	20 février	1998	20 février	1998
Jersey	29 septembre	1994	30 mai	1996
Montserrat	29 septembre	1994	30 mai	1996
Sainte-Hélène et dépendances (Ascension et Tristan da Cunha)	15 mai	1998	15 mai	1998
Territoire antarctique britannique	20 février	1998	20 février	1998
Territoire britannique de l'Océan Indien	20 février	1998	20 février	1998
Russie*	20 mars	2000 A	20 mars	2001
Saint-Kitts-et-Nevis	7 octobre	2004 A	7 octobre	2005
Saint-Marin	19 avril	2021 A	19 avril	2022
Sainte-Lucie	20 mai	2004 A	20 mai	2005
Saint-Vincent-et-les Grenadines	9 octobre	2001 A	9 octobre	2002
Samoa	1 ^{er} février	2002 A	1 ^{er} février	2003
Sénégal	2 août	2011 A	2 août	2012
Serbie	25 mai	2011 A	25 décembre	2012
Seychelles	23 juillet	1999 A	23 juillet	2000
Sierra Leone	4 juin	2001 A	4 juin	2002
Singapour	18 septembre	1997 A	18 septembre	1998
Slovaquie	8 juillet	2013 A	8 juillet	2014
Slovénie	19 juillet	2000 A	19 juillet	2001
Sri Lanka	22 janvier	1999 A	22 janvier	2000
Suède	25 mai	1995	30 mai	1996
Suisse	4 juillet	1996 A	4 juillet	1997
Syrie	22 février	2005 A	22 février	2006
Tanzanie	19 novembre	2002 A	19 novembre	2003
Thaïlande	7 juillet	2017 A	7 juillet	2018
Togo	23 avril	2012 A	23 avril	2013
Tonga	10 décembre	1999 A	10 décembre	2000
Trinité-et-Tobago	6 mars	2000 A	6 mars	2001
Tunisie	29 janvier	1997 A	29 janvier	1998
Turkménistan	21 septembre	2009 A	21 septembre	2010
Turquie* **	17 août	2001 A	17 août	2002
Tuvalu	30 juin	2004 A	30 juin	2005
Ukraine	29 novembre	2007 A	29 novembre	2008

Etats parties	Ratification Adhésion (A)		Entrée en vigueur	
Uruguay	9 juillet	1997 A	9 juillet	1998
Vanuatu	18 février	1999 A	18 février	2000
Venezuela	22 juillet	1998 A	22 juillet	1999
Vietnam	17 juin	2003 A	17 juin	2004
Yémen	20 septembre	2006 A	20 septembre	2007

* Réserves et déclarations.

** Objections.

Les réserves, déclarations et objections ne sont pas publiées au RO. Les textes en anglais peuvent être obtenus à l'adresse du site Internet l'Organisation maritime internationale (OMI): www.imo.org > Publications > Catalogue & Code Listings, ou auprès de la Direction du droit international public (DDIP), Section des traités internationaux, 3003 Berne.

^a Le protocole ne s'applique pas au Tokélaou.